



Département des Alpes-Maritimes - Elections sénatoriales 21 septembre 2008

Conférence de presse

lundi 25 août 2008

Hôtel Campanile – Salle Amata
459 Promenade des Anglais à Nice

Présentation de la liste citoyenne pour la gauche et l'écologie

Les élus communistes et républicains ont décidé de présenter une liste aux élections sénatoriales. Dans le contexte national et départemental où la domination de la droite est sans partage, une liste ancrée à gauche qui porte les valeurs citoyenne et écologiste est indispensable.

Les élus communistes et républicains sont dans les luttes et les résistances avec les salariés du privé et du public, avec les mal logés, les sans-papiers, pour la défense de l'école publique, des structures de santé publiques, etc.

Dans les collectivités, qu'ils soient élus dans la majorité ou dans l'opposition, ils dénoncent les transferts de charges de l'Etat et les restrictions budgétaires et la privatisation des missions de service public.

Dans les Alpes-Maritimes, ils sont l'opposition résolue à Christian Estrosi et à ses amis politiques : concentration des pouvoirs, Opération d'Intérêt National de la vallée du Var, création de la communauté urbaine de Nice, non respect de la loi SRU, création de ghettos pour riches : cap Ferrat,

cap d'Antibes, super-Cannes, golf de Grangeneuve... Face à ces orientations, ce n'est pas de compromissions ou de consensus mous dont la population a besoin mais bien d'opposition résolue.

Les hommes et les femmes de la **liste citoyenne pour la gauche et l'écologie** qu'ils soient communistes ou non affirment leur engagement pour ces valeurs communes :

Emile TORNATORE

Maire du Broc, président de la communauté des communes des Coteaux d'azur

Michèle PASTORELLI

Conseillère municipale de Mougins

Francis TUJAGUE

Maire de Contes, conseiller général

Brigitte HOURTIC

Conseillère municipale de Beausoleil

Michel MASSEGLIA

Conseiller municipal de Breil

Emmanuelle GAZIELLO

Conseillère municipale de Nice

Gérard PIEL

Conseiller municipal d'Antibes, vice-président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

Vous le constatez, ces élus sont reconnus pour leur sérieux, leur travail, leur engagement militant, ils sont liés à leurs concitoyens, accessibles, à l'écoute.

Ce qu'ils portent au débat, leurs propositions, vont bien au-delà des élections sénatoriales et concerne au premier chef les élus qui sont l'essentiel des grands électeurs.

Le projet de l'Opération d'Intérêt National dans la vallée du Var

Le laisser-aller qui a prévalu jusqu'ici dans la vallée du Var est inadmissible. Nous sommes donc favorables à la définition d'objectifs d'aménagement, à condition qu'ils reposent enfin sur la réponse aux besoins des populations et le respect des contraintes environnementales. Nous proposons un véritable état des lieux, un grand débat public avec l'ensemble de la population, la création d'un comité des maires auprès du Conseil d'administration de l'Établissement public OIN.

Logements sociaux, emploi, agriculture, gestion de l'eau et des déchets, transports et déplacements, sur ces points nous ne partageons pas du tout le projet de Christian Estrosi. Si Emile Tornatore pour les Coteaux d'Azur et Gérard Piel pour le Conseil régional siègent au Conseil d'administration, ce ne sera pas pour participer à une simple chambre d'enregistrement et encore moins pour servir de « faire-valoir ».

La communauté urbaine de Nice

Elle aussi suscite bien des inquiétudes et des oppositions au-delà des seuls élus communistes qui ont voté contre. Là aussi, Christian Estrosi essaye de passer en force. Là aussi, il ne tient pas compte de l'avis des habitants non seulement des communes concernées mais de l'ensemble du département.

En réalité, la création de la communauté urbaine de Nice cache à court terme la suppression des prérogatives essentielles des communes et des élus locaux par la métropolisation des Alpes-Maritimes et la disparition, à terme, de l'échelon départemental. Cela nous l'avions refusé avec la Directive Territoriale d'Aménagement. Aujourd'hui les oligarques locaux veulent de nouveau nous l'imposer.

Ces deux questions sont essentielles pour l'ensemble des Alpes-Maritimes comme celles concernant le droit au logement pour tous, le développement des transports collectifs, la gestion des déchets, la maîtrise publique de l'eau et de l'énergie, un environnement préservé accessible à tous, du littoral aux montagnes.

La défense et la modernisation des services publics

Derrière chacune de ces têtes de chapitre, c'est la vie des habitants de notre département qui est en jeu.

Droit au logement pour tous

Près de 50 000 familles sont en attente de logement social.

70% des habitants de notre département y ont droit de par leurs revenus. Le parc de logement social est non seulement insuffisant mais il est vétuste et délabré.

Tous les maires des grandes villes du 06 sont « hors la loi » SRU, et la plupart ne respectent pas non plus l'obligation légale de prévoir des aires de stationnement pour les gens du voyage.

Transports collectifs

Plutôt que de vouloir liquider les Chemins de fer de Provence, Christian Estrosi devrait commencer par assurer ses propres compétences : prolongement de la ligne 1 du tramway, mise en service de la ligne 2, développement des transports collectifs routiers, remise à niveau du réseau routier départemental, gratuité de l'autoroute.

La gestion des déchets

C'est une honte pour la majorité du Conseil général, toujours en attente d'un schéma départemental de gestion et de traitement des déchets, ce qui amènerait à terme une réduction conséquente de l'incinération.

L'eau

Sa gestion, sa distribution ont été cédées au privé à part quelques exceptions (Contes, Cantaron, Drap, Mouans-Sartoux...) ce qui fait de l'eau des Alpes-Maritimes l'une des plus chères de France, l'une des plus gaspillées aussi vue l'état des réseaux.

L'énergie

Notre département est dépendant énergétiquement. L'absence d'une 2^{ème} ligne de 400 000 watts Boute-Carros rend problématique le développement et la sécurité énergétique.

Si la privatisation de ce secteur continue, outre le risque réel d'un « *black out* » comme aux Etats-Unis, nous aurons des unités de production électrique à gaz ou au fuel. Quel progrès !

L'environnement

Déjà 80% du littoral n'est plus accessible et maintenant c'est le haut et le moyen pays qui voient leurs plus beaux sites privatisés. Le Préfet de Région vient de signer l'arrêté autorisant le projet de golf de Grangeneuve à Peymeinade et au Tignet : 350 ha remarquables seront ainsi réservés à quelques-uns.

Plusieurs stations d'épuration (en particulier des villes du littoral) ne sont plus aux normes, et rejettent en Méditerranée des eaux polluées ; dans ce domaine aussi, notre département est très en retard.

Nous savons que ces questions ne sont pas le souci des seuls élus communistes et républicains, nous les partageons avec beaucoup d'autres. Notre volonté est de conforter les résistances, de fortifier les rassemblements, d'agir concrètement là où nous sommes en responsabilité, pour construire un mode de développement et d'aménagement du territoire qui, à la fois réponde aux besoins, de tous en particulier des plus modestes et respecte notre environnement, pour faire prendre conscience au plus grand nombre que nos solidarités sont plus fortes que leur égoïsme.

Les élections sénatoriales malgré leur caractère antidémocratique, seront un moment de cette mobilisation face à la droite ultralibérale, face à la concentration sans partage des pouvoirs de l'oligarchie *estrosienne*.

Vous le constatez, loin des calculs politiques, des combinaisons, des cumuls de mandats électifs non justifiés, de l'opacité, nous choisissons avec vous, la transparence, l'ancrage à gauche, la citoyenneté et l'écologie.

Investissons pour l'avenir !